

M^{gr} Pontier : « Notre société est devenue pluriculturelle »

Réfugiés, musulmans... Le président de la Conférence des évêques de France, qui fait paraître jeudi 13 octobre un important texte adressé au pays, appelle à favoriser le vivre-ensemble

ENTRETIEN

Président de la Conférence des évêques de France (CEF) depuis 2013 et jusqu'en 2019, Georges Pontier, archevêque de Marseille, s'exprime dans *Le Monde* alors que la CEF publie un important document intitulé « Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique ». M^{gr} Pontier appelle à ne pas « instrumentaliser », contre les musulmans, les attentats, à faire davantage pour accueillir les réfugiés et à prendre en compte la pluralité de la société.

Deux mois et demi après l'assassinat du Père Hamel, quelles ont été les répercussions de cette tragédie pour les catholiques et pour l'Eglise ?

Après cet assassinat, il y a eu un choc profond. Il y a eu le sentiment que quelque chose qui ne doit pas se faire a été fait – assassiner un prêtre âgé lors d'une messe dans une petite église. Ça a réveillé des sentiments, très minoritaires, de peur et de condamnation de l'islam. Mais ce qui s'est passé le dimanche suivant, avec des musulmans venant dans les églises, ça a été un geste très fort, très apprécié. Ça a fait bouger les lignes. On a vu que les musulmans ne se reconnaissent pas dans cette chose-là et qu'il y a un désir de fraternité.

Mais c'est aussi un défi : comment conforter dans la durée, bâtir sur ce moment un peu unique et prometteur, malgré le drame ?

Il y faut de la volonté, car il y a des résistances. Ce n'est pas évident de voir l'islam s'installer dans notre société, de repérer les ressources qu'il y a dans l'islam pour lui permettre de se vivre dans une société où l'Etat et la religion sont séparés.

Le débat se tend autour de l'islam en France. Le pape François a mis en garde contre la tentation de voir dans la période actuelle une guerre de religions. Que dites-vous aux Français alors que s'ouvre une campagne électorale ?

La première chose, c'est qu'il est indigne d'instrumentaliser les événements causés par le courant de Daech [acronyme arabe de l'organisation Etat islamique] pour durcir les relations entre les Français musulmans et le reste de la population. C'est risqué, aussi, car il n'y a que deux solutions : ou nous arrivons à trouver le chemin du vivre-ensemble, ou nous nous faisons la guerre.

Pour l'Eglise, le vivre-ensemble est possible. Il faut le réussir en

favorisant les rencontres et tout ce qu'on peut « faire » ensemble. Je crois beaucoup à l'action commune. Quand on réalise des opérations de solidarité, des opérations culturelles, on fait des grands pas. C'est au ras du terrain qu'on va faire avancer les choses.

A Marseille, une quinzaine d'écoles catholiques comptent entre 80 % et 98 % d'élèves musulmans. Nous avons des œuvres de jeunesse, des patronages où cette mixité-là existe aussi. Ce sont des lieux de rencontres, de faire ensemble. Ils font avancer les idées. Ils luttent contre le communautarisme qui nous dresse les uns face aux autres.

Le débat politique se focalise sur les signes religieux. Cela vous inquiète-t-il ?

Oui, car on donne de l'importance à ce qui est relatif à l'intérieur de nos communautés. Tous les fidèles d'un groupe religieux ne s'habillent pas de la même manière. Ce n'est pas essentiel, comme question. Interdire les signes religieux, c'est encourager les courants fondamentalistes, les courants les plus durs. C'est ressentir comme une provocation et comme la négation d'une foi personnelle, de la possibilité de vivre sereinement sa religion au sein de la société. Je crois que c'est un mauvais choix politique même si je comprends la difficile responsabilité des gouvernants, qui doivent repérer ce qui est danger pour l'ordre public et pour la République.

« Ne décrivons pas chaque réfugié comme un terroriste potentiel ! Ce sont aussi des talents qui nous arrivent »



Georges Pontier
à Marseille,
le 11 octobre.

YOHANNE LAMOULÈRE/
PICTURETANK POUR
« LE MONDE »

Voyez-vous dans cette focalisation le risque de s'en prendre à une communauté religieuse tout entière ?

Oui. Il y a le risque qu'on ne condamne pas seulement ceux qui commettent ces actes mais tout un groupe. Les musulmans ressentent d'ailleurs que le regard qu'on porte sur eux est un regard qui les juge, qui fait d'eux des islamistes potentiels. Avec ça, on ne peut pas avancer.

Pourtant, il y a chez les musulmans des personnalités qui émergent depuis deux ou trois ans, qui ne parlaient pas avant et qui parlent aujourd'hui. Et ça, c'est prometteur. Il vaut mieux encourager ceux-là, ceux qui au sein de l'islam cherchent la manière de vivre leur religion dans la République, que passer son temps à dénoncer les autres.

L'accueil des réfugiés suscite des réticences, voire de l'hostilité, y compris chez les catholiques, même si beaucoup d'associations chrétiennes les aident. L'Eglise n'a-t-elle pas, elle aussi, des difficultés à

se faire entendre sur cette question ?

Oui, on a du mal à se faire entendre. Cette réalité des réfugiés aussi est instrumentalisée. J'ai un peu honte pour notre pays quand je vois que la petite Jordanie accueille 1,5 million de réfugiés, le Liban autant, quand la Grèce et l'Italie font ce qu'elles peuvent depuis des années. J'ai un peu honte, et pour des chrétiens encore plus s'ils n'arrivent pas à saisir ce devoir d'humanité que nous avons aujourd'hui, et ce devoir de fraternité pour employer le mot de la République, qui est aussi un mot chrétien. Nous ne pouvons pas faire des incantations sur l'Europe, sur « le pays des droits de l'homme », et ne pas manifester le minimum d'accueil. Il y a une contradiction entre l'image que nous voulons donner de notre pays et la réalité. Ne décrivons pas chaque réfugié comme un terroriste potentiel ! Ce sont aussi des talents qui nous arrivent.

L'épiscopat publie un document assez sévère sur la politique. Qu'est-ce qui vous a poussé à le rédiger ?

« Le politique ne parvient plus à créer du consensus autour d'une direction commune »

Avant l'été, nous nous sommes dit que dans notre société qui change nous manquons de politique au sens noble du mot. Nous traversons des épreuves réelles, liées à la mondialisation, au libéralisme très fort, au relativisme moral, et on ne voit plus sur quoi bâtir les raisons de vivre ensemble dans notre pays. Le politique ne parvient plus à créer du consensus autour d'une direction commune. On a du mal à trouver des personnalités qui proposent un horizon.

« La politique » a pris le dessus sur « le politique ». L'organisation a pris le dessus sur les orientations, les projets. On fait des lois et des lois, mais on ne crée pas une capacité à vivre ensemble. On court derrière les exigences de l'économie et de la finance, mais on n'arrive pas à reprendre la main sur les contraintes qui dépassent les Etats. Ce n'est pas cela qui remplit le cœur et la vie des hommes. On ne peut donner le meilleur de soi à un pays si on ne le perçoit pas comme équitable pour l'ensemble de la population.

En second lieu, il fallait réfléchir au concept de nation, de pays, dans une société qui est devenue, qu'on le veuille ou non, pluraliste, plurielle. Comment réfléchir à une identité ? Pas en cherchant à revenir à une supposée identité fermée, éternelle, que tout le monde aurait partagée dans le passé, alors même que les courants migratoires, il y en a eu de tout temps ! Qui, dans sa généalogie, n'a pas une branche venue d'ailleurs ?

Les rouages de la rencontre, de la transmission des valeurs, de l'inscription dans un même pays, en particulier l'école, ne jouent plus leur fonction. Nous sommes devenus pluriculturels et il nous faut

La leçon de politique des évêques aux candidats à la présidentielle

LES FUTURS CANDIDATS à l'élection présidentielle trouveront bientôt dans leur boîte aux lettres une adresse « aux habitants de notre pays » qui établit un sombre diagnostic sur la santé politique de la France et attribue aux responsables publics une large responsabilité dans cette situation. Il est dressé par les dix membres du conseil permanent de la Conférence des évêques de France (CEF), émanation de l'assemblée générale de l'épiscopat catholique qui regroupe les quelque 120 évêques français.

Ce conseil permanent publie, jeudi 13 octobre, un texte général sur la politique présenté comme le plus important de ces vingt dernières années. Il est intitulé : *Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique* (Bayard, Cerf, Mame, 94 pages, 4 euros) et, étant destiné non pas aux seuls catholiques, mais à l'ensemble de la population, il sera diffusé en librairie. Les évêques y travaillent depuis le mois de mai, avec l'objectif de le

faire paraître à l'orée de cette année d'élections majeures. Ils y décrivent un pays sorti en piteux état des mutations des dernières décennies, au point d'en conclure que « ce qui fonde la vie en société est remis en cause ». « Le contrat social, le contrat républicain permettant de vivre ensemble sur le territoire national, ne semble donc plus aller de soi », résument les évêques. Il faut aujourd'hui le « redéfinir ».

« Absence de projet »

Les premiers responsables de cette déliquescence seraient les gouvernants. Paroles non tenues, discours gestionnaires, manœuvres, calculs et surtout « absence de projet ou de vision à long terme » sont mis en avant sans pitié et sont jugés « injustifiables » et « insupportables ».

Les prélats qui, notamment grâce au tissu associatif catholique, ont une large perception des réalités sociales, constatent les ravages politiques des situations d'exclusion et de précarité, mais aussi de

la marginalisation économique des jeunes, notamment à cause d'un avenir devenu pour beaucoup « indéchiffrable ». « Dans toutes ces situations, les valeurs républicaines de « liberté, égalité, fraternité », souvent brandies de manière incantatoire, semblent sonner creux pour beaucoup de nos contemporains sur le sol national ».

L'aspect le plus frappant du travail des responsables de la CEF, et aussi celui qui fera sans doute le plus débat au sein même du catholicisme, concerne leur réflexion sur la nation, les identités, la citoyenneté, des thèmes qui sont au centre du débat de la primaire de la droite et du centre, mais aussi à gauche. Le document de l'épiscopat prend résolument parti pour une redéfinition « de ce que c'est d'être citoyen français ».

Il constate que « l'idée d'une nation homogène, construction politique constituée souvent à marche forcée, en centralisant et unifiant de manière autoritaire » et qui « impliquait que les particularités

communautaires et surtout religieuses ne soient pas mises en avant » a été « bousculée par la mondialisation ».

Elle doit nous conduire à redéfinir le pacte national de manière à pouvoir « gérer la diversité dans notre société ». Cela seul permettra l'insertion, dans la nation, des différences culturelles et religieuses, et des personnes issues de l'immigration qui « ont parfois du mal à se sentir partie prenante au contrat social », mais aussi l'émergence des « liens d'unité au cœur même de cette diversité ».

Un premier test pour l'accueil de ce document par les diverses familles du catholicisme pourrait avoir lieu en novembre, lors de l'assemblée d'automne de l'épiscopat, à Lourdes (Hautes-Pyrénées). Il y sera notamment question de relations avec l'islam, avec la présence du cardinal Jean-Louis Tauran, président du conseil pontifical pour le dialogue interreligieux. ■

cé.c.